

Rohy et TI-IM - Communiqué face à l'actualité électorale

24/10/18

CONTEXTE

Depuis Octobre 2017, la société civile n'a eu de cesse de travailler pour proposer un cadre légal adapté à des élections crédibles et acceptées par tous. Sur le plan du financement des campagnes électorales, le mouvement ROHY avait proposé d'intégrer dans les textes le plafonnement des dépenses et la subvention de l'Etat, bien conscient des inconvénients créés par l'inexistence de ces derniers. Malheureusement, ils n'ont pas été adoptés par les partis politiques dominants qui décident à l'Assemblée Nationale : le HVM, le TIM, le MAPAR, et le MMM.

La Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats pour une élection présidentielle apaisée, promue par douze entités réunissant 7 institutions publiques et 5 organisations de la société civile dont ROHY et Transparency International - Initiative Madagascar (TI-IM), comprend deux engagements stipulant que transparence soit faite sur ce financement afin de ne pas hypothéquer les intérêts nationaux. TI-IM a expressément demandé aux candidats de remplir un formulaire leur demandant les origines et le montant de leur budget de campagne : à ce jour aucun des 36 candidats ne l'a rendu.

Par ailleurs, la société civile avait entrepris l'éducation citoyenne pour l'inscription dans la liste électorale. ROHY a plaidé en vain dès Mars 2018 pour une réouverture partielle de la liste en juillet 2018 en faveur des citoyens ayant atteint 18 ans, sachant que sa clôture était prévue légalement au 15 mai. Les partis politiques ne semblent pas non plus actifs sur ce terrain de mobilisation, ne serait-ce que pour leurs sympathisants. Certains acteurs politiques (dont les candidats actuels) ne semblent pas au courant des exigences de la loi sur cette inscription et vérification de la LE en temps opportun.

POSITIONNEMENT

Face aux revendications émises par le collectif de candidats :

1- Le Mouvement ROHY et TI-IM ne sont favorables ni au report des élections qui serait de toutes manières illégal ni à une nouvelle transition qui ne pourra qu'entraîner des impacts négatifs directs sur la population et le pays. Il n'y a pas de liste parfaite et selon nos efforts sur la LE, nous avons constaté que la CENI a fourni des efforts consistants. ROHY couvre actuellement des bureaux de vote dans les lieux les plus peuplés et les plus enclavés des six provinces , et avec les autres partenaires, nous faisons actuellement des efforts pour couvrir tout le pays.

Nous demandons à tous les candidats de disposer des délégués dans les 24.853 BV afin de sécuriser l'observation maximale et optimale du scrutin.

2- Nous exhortons la CENI et le Gouvernement à apporter régulièrement des clarifications techniques et non seulement juridiques, non seulement aux candidats, mais aussi à la population sur les bureaux de vote, la liste électorale, le logiciel que vous utilisez, et sur tout autre point technique relatif aux élections. Le faible accès à l'information et le déficit actuel de communication entretiennent l'opacité et engendrent nécessairement des inquiétudes et des rumeurs incontrôlables.

3- En ce qui concerne la justice électorale, les contentieux électoraux et les résultats officiels du scrutin, ROHY et TI-IM ne sont pas non plus favorables à la mise en place d'une Cour Electorale Spéciale (CES) en cette période très proche du premier tour. Il existe déjà un mécanisme destiné à

assister les citoyens et la société civile dans la formulation de recours et à faire le suivi d'une justice électorale appropriée.

A ce titre, ROHY et TI-IM n'auront de cesse d'interpeller face à la grande corruption et aux mauvaises pratiques telles que la distribution massive d'argent et de biens, les dons aux élus (de motos et d'autres gadgets et matériels), l'indécence du déploiement de moyens énormes fait par certains candidats face à la pauvreté ambiante, et le manque de transparence quant à l'origine et les contreparties des fonds utilisés.

5- Appel aux autres acteurs prépondérants

Nous invitons les leaders d'opinion (Eglises, chefs traditionnels, artistes, etc.) à épouser des positions et résolutions constructives, conformes à la loi actuelle, même si celle-ci présente indûment des lacunes , pour éviter à nouveau la catastrophe d'une nouvelle transition.

Nous sommes tous responsables, chacun à son échelle, de la situation actuelle, et il est impératif que chacun fasse preuve de rationalité et de pragmatisme pour éviter de répéter les erreurs du passé. Nous lançons enfin un appel à tous les citoyens pour une mobilisation générale en faveur d'élections propres. Ne vous laissez pas manipuler ! Observez, reportez ! Soyez maîtres de votre destin et de celui de Madagascar ! Votez utile, saisissez la chance qui vous est donnée de sanctionner tous ceux qui vous semblent coupables de l'appauvrissement de ce pays ! Ne laissez aucune chance aux trafiquants, aux menteurs, aux dictateurs et aux corrompus en tous genres d'être ou de revenir à la tête de l'Etat !

Antananarivo, le 24 Octobre 2018

Mouvement ROHY et Transparency International Initiative Madagascar

Source : <https://www.facebook.com/notes/transparency-international-initiative-madagascar/communiqu%C3%A9-face-%C3%A0-l'actualit%C3%A9-lectorale/1336958423108271/>